

*Les subsides*

Le député a rapporté les propos de mes collègues de ce côté-ci au sujet de la situation du logement. Je devrais à mon tour lui rappeler les paroles du premier ministre qui a déclaré, il y a quelques années de cela, qu'il souhaitait gérer l'économie de façon à ce que les taux d'intérêt baissent effectivement, car cela prouverait alors que la gestion économique a été plus saine. Ou encore, je pourrais lui rappeler les paroles du président du Conseil du Trésor (M. Gray) qui avait promis de renoncer à son siège de député si les taux d'intérêt ne diminuaient pas. J'ai toute une série de promesses libérales de ce genre, que ce parti et les Canadiens ont complètement oubliées. Mais qu'on cesse de rappeler les paroles des uns et des autres. Et qu'on me cite plutôt des faits. A ce propos, notre parti voudrait que, par le biais du programme permettant la déduction des intérêts hypothécaires, le gouvernement vienne en aide aux propriétaires de maison lorsque ces derniers doivent renouveler leur hypothèque à des taux d'intérêt élevés.

**Le président suppléant (M. Herbert):** Je rappelle au député que ses questions doivent se rapporter au discours qui vient d'être prononcé. Le député devrait veiller à faire le lien entre ses questions et les observations de son collègue. La parole est au député de York-Scarborough (M. Cosgrove).

**M. Cosgrove:** Je vous remercie, monsieur le Président. Je voudrais interroger le député à propos d'une certaine chose qu'il a déclarée au sujet du programme de déduction des taux d'intérêt. Si j'ai bien compris ce qu'il nous a dit, c'est là désormais la politique officielle du parti conservateur et je présume que c'est ce que ces gens proposent aux Canadiens lors d'une éventuelle campagne électorale.

**M. Jelinek:** Je n'ai rien dit de tel.

**M. Cosgrove:** Monsieur le Président, au bas mot, ce programme coûtera 2.5 milliards de dollars. Quels programmes le député supprimerait-il pour réduire le déficit de 2.5 milliards, s'il ne va pas effectivement grossir ce même déficit de la somme en question?

**M. Jelinek:** Monsieur le Président, je voudrais apporter certaines précisions à propos du programme permettant la déduction des intérêts hypothécaires. Quand j'ai répondu à cette question, c'était de toute évidence en mon nom, et non pas en celui de mon parti. Quand je traite de questions intéressant la petite entreprise et le secteur du tourisme, comme je suis le porte-parole de mon parti pour ces dossiers, bien entendu c'est au nom de ce dernier que je me prononce.

Le ministre est curieux de savoir comment nous ferions pour réduire le déficit. Notre parti a déjà indiqué de nombreux moyens pour ce faire. Je devrais peut-être m'adresser à lui en tant que député qui participe de près à la course à la direction du parti libéral, à l'issue de laquelle nous aurons un premier ministre provisoire pour remplacer l'actuel premier ministre, et lui demander comment M. John Turner, le candidat qui est en ce moment en tête de file, ferait pour réduire le déficit de 15 milliards?

● (1650)

**Le président suppléant (M. Guilbault):** A l'ordre. Les questions doivent s'adresser à la personne qui a prononcé le discours. S'il n'y a pas d'autres questions ou observations, nous

repreons le débat. Le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé.

**M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Monsieur le Président, ce débat dure depuis de nombreuses années, et l'opposition a soulevé de temps à autre la question des taux d'intérêt. C'est parfaitement justifié, car cette question est importante pour le Canada et pour n'importe quel pays qui s'est fixé comme objectif la croissance économique. Cette croissance est sans conteste un des grands objectifs de la politique canadienne. C'est la seule façon de hausser notre niveau de vie et de développer le filet de protection sociale dont nous aurons besoin à l'avenir quand il faudra verser une pension à un plus grand nombre de personnes âgées. Ces nouveaux besoins nécessiteront une augmentation des dépenses du gouvernement dans divers secteurs. C'est pourquoi il nous faut créer davantage de richesses. Or des taux d'intérêt élevés ont tendance à entraver la croissance et l'augmentation de la richesse nationale.

**M. Deans:** Vous avez tout à fait raison. Nous sommes d'accord une fois de plus.

**M. Evans:** Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Les députés d'en face disent «vous avez raison».

**M. Deans:** Non, un seul député.

**M. Evans:** Je n'ai pas besoin du député de Hamilton Muntain (M. Deans) pour savoir que j'ai raison.

**M. Deans:** Le problème, c'est que vous avez raison seulement jusque-là.

**M. Evans:** Je pense que l'intervention du député visait un but bien précis et qu'elle ne se rapportait pas au bien-fondé de mes propos. Je me permets de lui dire que mes affirmations sont justes dans le vrai sens du mot et non pas dans le sens où il l'entend.

Il est évident que l'opposition prétend actuellement que le gouvernement a pour politique de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé, et que l'importance du déficit fédéral exerce des pressions sur ces taux d'intérêt. Les députés de l'opposition affirment également que la politique du gouvernement dans d'autres domaines est à l'origine du déclin de notre monnaie. C'est ce que l'opposition tente de faire croire pour rejeter toute la responsabilité de la situation actuelle sur le gouvernement du Canada.

L'opposition s'efforce de minimiser le plus possible l'influence de facteurs étrangers à notre pays. Il a souvent été dit que le Canada est un pays commerçant et que le commerce international représente 30 p. 100 de notre produit national brut. Notre principal partenaire commercial est les États-Unis, pays avec lequel nous réalisons 75 à 85 p. 100 de nos échanges. J'ai donc du mal à croire que les députés de l'opposition officielle ne comprennent pas que nous avons des liens très étroits avec les États-Unis à cause de la place qu'occupe ce pays dans nos exportations. Si ces députés comprennent la situation, je dois dire qu'ils le dissimulent très bien par des déclarations qui donnent tout à fait l'impression du contraire. Nous devons assurer l'ouverture des marchés des capitaux avec les États-Unis afin que les produits et les capitaux puissent franchir la frontière sans difficulté. Autrement, il nous serait impossible d'accroître nos exportations pour créer des emplois au Canada.